

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

MARSEILLE , le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILTECO SUD

840 RUE DE LA VERDETTE
84130 LE PONTET

Références :D-00172-2024/LRAR N°1A 200 983 4563 0
Code AIOT : 0006405204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement EDILTECO SUD implanté 840 RUE DE LA VERDETTE 84130 LE PONTET. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des mises en conformité du site notamment en ce qui concerne les dispositions constructives, murs coupe feu et désenfumage des cellules.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILTECO SUD
- 840 RUE DE LA VERDETTE 84130 LE PONTET
- Code AIOT : 0006405204
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EDILTECO est une entreprise Française spécialisée dans les isolations pour le bâtiment. Le Site historique du groupe est basé à St Germain (près de Cholet).

En 2020, EDILTECO acquiert les actifs de la société DELTISOL .

Comme suite à cette croissance externe, les équipes ont été dispatchées entre les sites de St Germain et du Pontet.

Le site compte entre une trentaine de salariés et fonctionne désormais en 1x8 suite à la baisse d'activité.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1	Consignation et prescriptions complémentaires	6 mois
3	Auvent de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.6.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Stockage produits finis	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1	Sans objet
5	Suivi des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 10.2.3.11 et 10.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

EDILTECO a mené à bien les travaux de mise en conformité concernant les murs et portes coupe-feu et l'organisation de ses stockages. La mise en demeure du 10/09/2021 a été suivie d'effets s'agissant de ce point-là.

Des difficultés financières ont entraîné une impossibilité de réaliser les travaux de désenfumage et l'exploitant ne respecte donc toujours pas l'arrêté de mise en demeure du 10/09/2021 s'agissant de la mise en place des lanterneaux de désenfumage sur l'ensemble de ses locaux à risques. Ces derniers devraient toutefois commencer à l'été 2024 par les zones les plus à risques de l'usine.

Des mesures compensatoires seront mises en place durant toute la durée des travaux.

L'inspection propose donc de nouvelles sanctions qui annulent la précédente consignation de somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives
Prescription contrôlée : Installer les portes coupe-feu 2h dans le bâtiment Nord. Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu des portes et murs du bâtiment nord par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021 Installer une porte coupe-feu 2h entre le bâtiment stockage SUD et le local stockage blocs. Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu des portes et murs par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021 Installer une porte coupe-feu 2h entre le local stockage blocs et le local découpe de blocs . Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu de la porte par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021 Terminer le mur coupe-feu en limite de propriété cour Est . Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu du mur par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021 Terminer le mur coupe-feu de la façade SUD du bâtiment « stockage de produits finis ». Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu du mur par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021
Constats : Rappel des constats au 28/09/22: Les travaux suivants objets de la mise en demeure ont été faits : Deux portes coupe-feu 2h ont été installées le 21/03/2022 dans les bâtiments Nord et Sud et il reste deux autres portes à installer dans le local de stockage des blocs dont les dimensions ne sont pas standard (plus de 5m de haut). Des travaux de reprise de maçonnerie ont été nécessaires. Il est prévu une fin des travaux à la fin du mois d'octobre 2022 . S'agissant des murs coupe-feu, les travaux de rehausse et/ou de renforcement ont été faits en façade SUD du bâtiment « stockage de produits finis » et en façade Nord mais n'ont pas été faits s'agissant du mur en limite de propriété de la cour Est . Les travaux devraient être achevés d'ici fin octobre 2022 d'après l'exploitant . Enfin, le bureau d'étude devant attester de la tenue finale des structures (CNPP) objets des divers travaux, n'a pas encore finalisé son étude considérant l'absence des portes coupe-feu restants à installer .

Constats au 26/02/2024:

L'intégralité des travaux ont été menés à bien. L'inspection a constaté la bonne pose des portes coupe feu dont les deux portes du local de stockage des blocs. Les attestations de tenue au feu d'ASSA ABLOY datées du 13/09/2023 ont été obtenues.

Un mur en béton a été installé en limite de propriété de la cour Est.

EDILTECO ne possède pas au jour de la visite les attestations de tenue au feu des murs. Il est demandé de les obtenir et de les transmettre à l'inspection sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Équiper l'ensemble des locaux à risque en partie haute de dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC).

Délai : 1er juin 2022

Suites de l'inspection du 16/06/2021 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/09/2021
Source Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 67, Arrêté Préfectoral du 15/01/2018 modifié article 8.2.4

Prescription contrôlée : L'ensemble des locaux à risque sera équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées.

Constats :

Rappel des constats au 28/09/2022:

La société EDILTECO a fait établir un devis pour l'installation des dispositifs de désenfumage (trappes mobiles) par la société AIRSUN en mai 2022. Le montant indiqué est d'environ 200 k€. Post-inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection par courriel du 12/10/2022 un échéancier de mise en conformité :

Coût total des travaux = 187 968.39€

- Tranche 1 : 85 937.05€ De novembre 2022 à janvier 2023
- Tranche 2 : 39 678.54€ – 1er semestre 2023
- Tranche 3 : 62 352.80€ – 2ème semestre 2023

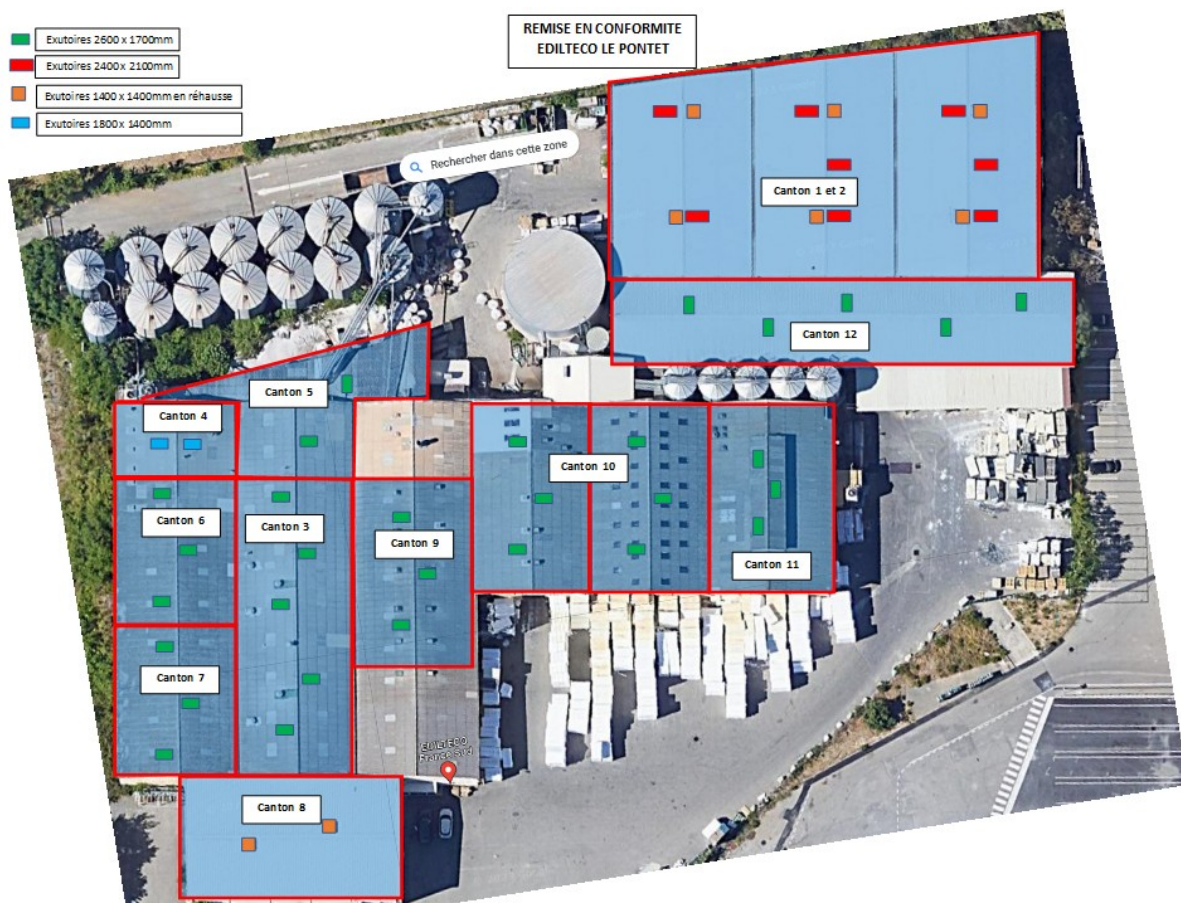
Constats au 26/02/2024:

En 2023, EDILTECO a connu des difficultés financières qui ne lui ont pas permis de mener à bien les travaux initialement envisagés.

Dès lors et après une série d'échanges avec l'autorité préfectorale, la DDFIP et l'inspection des installations classées, il a été proposé par l'exploitant l'échéancier de mise en conformité suivant:

- 1ère phase (canton 4 – 6 – 7) = été 2024
- 2ème phase (canton 5 – 3 – 9) = 1er semestre 2025
- 3ème phase (canton 10 – 11) = 2ème semestre 2025
- 4ème phase (canton 1 – 2 – 12 – 8) = 1er semestre 2026

A noter que les cantons 4, 6 et 7 correspondent aux zones process les plus à risques de l'usine. EDILTECO renonce aussi dans ce cadre à la réfection complète de la toiture des bâtiments comme cela était initialement envisagé.



En parallèle, EDILTECO a proposé les mesures compensatoires suivantes durant la durée complète des travaux :

- Maintenir l'ensemble des portails ouverts durant les heures de présence humaine.
- Effectuer les travaux en fonction du degré de danger estimé de chaque zone.
- Augmenter la fréquence des exercices d'évacuation incendie en interne d'une fréquence annuelle à, au moins, trimestrielle.

<p>L'inspection des installations classées est favorable à cette proposition.</p> <p>EDILTECO a transmis le devis de la société FRANCE AIR daté du 30/01/2024 pour un montant de 146 047 €. Ce devis est sensiblement inférieur à celui précédemment fourni en mai 2022 considérant l'abandon de la réfection de la toiture dans son ensemble.</p> <p>Il est proposé en conséquence d'annuler la consignation de somme fixée par arrêté préfectoral du 06 février 2023 et proposer une nouvelle consignation d'un montant fixée à 146 000 euros.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation et prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Auvent de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Faire valider la qualité coupe-feu 2h du mur situé sous le auvent, par un bureau de contrôle compétent.</p> <p>Délai: 31 décembre 2021.</p> <p>Porter à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, les modifications intervenues par rapport au dossier de demande d'enregistrement de 2016 et au dossier de demande de modification daté du 6/02/2020 et en particulier la présence d'un mur coupe-feu sous le auvent, la mise en place d'une ensacheuse dans le bâtiment de stockage Nord.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel des constats du 28/09/2022:</p> <p>L'exploitant devait faire vérifier par un bureau d'étude compétent, les propriétés coupe-feu 2h du mur situé sous le auvent au 31/12/2021.</p> <p>A ce jour la vérification n'a pas été faite.</p> <p>L'exploitant souhaite grouper cette vérification avec celles des portes coupe-feu lorsque celles-ci seront toutes installées.</p> <p>L'exploitant devra fournir dans les plus brefs délais les documents attestant de la tenue au feu 2h du mur concerné.</p> <p>Constats au 26/02/2024:</p> <p>EDILTECO devra fournir sous 2 mois l'attestation de tenu au feu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Stockages produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, organisation des stockages
Prescription contrôlée : Respecter le dimensionnement prévu dans le dossier de modification daté du 06/02/2020 pour les stockages situés contre le mur du bâtiment produit finis . Délai : 31 Août 2021.
Constats : Rappel des constats du 28/09/2022: L'exploitant déclare engager les travaux de marquage au sol et en hauteur contre le mur du bâtiment, produits finis à l'issue des travaux de structure. Les responsables affirment effectuer la surveillance du dimensionnement du stockage comme mesure temporaire. L'exploitant communiquera dans les plus brefs délais à l'Inspection des Installations Classées un document attestant de la réalisation de cet aménagement. Constats au 26/02/2024: L'inspection a constaté les marquages au sol dans l'ensemble des zones de stockage ainsi que les marquages de hauteur maximale autorisée. A noter que depuis la précédente inspection, le volume de stock et d'en-cours de production a beaucoup diminué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, articles 10.2.3.1.1, 10.2.3.1.2 et 10.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déclarations GIDAF
Prescription contrôlée : Analyse des Eaux industrielles et des rejets des TAR Sources Arrêté préfectoral du 15/01/2018 article 10.3.3 Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. Arrêté préfectoral du 15/01/2018 Article 10.2.3.1.1 Surveillance des rejets en eaux industrielles : en continu : débit, température, pH Tous les six mois : MEST, DBO5, DCO, Azote total, Phosphore total, Hydrocarbures totaux Arrêté préfectoral du 15/01/2018 Article 10.2.3.1.2 Eaux des tours aéroréfrigérantes issues des rejets internes Ces mesures ou évaluations sont effectuées mensuellement et le résultat est enregistré et consigné dans le carnet de suivi

Constats :

Rappel des constats au 28/09/2022:

Les rejets aériens de la TAR sont analysés à une fréquence mensuelle sur les trois installations (TAR Hourdis, TAR moule 1, TAR moule 2).

En 2021, les résultats déclarés sous GIDAF sont conformes.

En 2022, il est observé un défaut des déclarations GIDAF après le mois de février et il conviendra de rattraper et corriger ce point.

Mi-septembre 2022, il est à noter une alerte légionelle suite aux travaux des TAR.

Un pic en légionelle pneumophila a été mesuré à 99 000 UFC/l le 02/09/2022 sur la TAR moule 2.

A l'issue d'un choc biocide, il a été réalisé le 16/09/2022 de nouvelles analyses dont les résultats sont conformes. A noter toutefois l'absence de la date du choc biocide dans les rapports d'analyse. La vigilance de l'exploitant est attirée sur ce point car l'analyse post choc biocide ne doit pas être réalisée trop tôt (moins de 48h). Dans le cas présent, l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier ce point. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la date du choc biocide réalisé entre le 02/09 et le 16/09/2022.

La qualité des eaux issues des TAR doit être vérifiée à une fréquence trimestrielle. Ce suivi n'est pas réalisé.

Constats au 26/02/2024:

L'exploitant réalise à présent ses déclarations d'autosurveillance sous GIDAF.

Les analyses effectuées sur les TAR en janvier et février 2024 montrent des résultats conformes.

Les déclarations des analyses de la qualité des rejets des eaux industrielles doivent aussi être rattrapées sous GIDAF dès que possible pour les années 2022 et 2023.

A noter que la date du choc biocide en septembre 2022 n'a pas été communiquée mais que l'analyse du 16/09/2022 a été réalisée plus de 48 heures après celui-ci d'après le rapport Abiolab 22370720-001 .

Type de suites proposées : Sans suite